



PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ
du 23 DEC. 2014

prolongeant jusqu'au 28 mai 2015,
la mise en demeure de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2013,
visant la société KECK-CHIMIE S.A. à INGWILLER
en vue du respect des prescriptions des articles 16.1, 16.2, 16.3, 17.2 et 18.2
de l'arrêté préfectoral du 5 mai 1998

Le Préfet de la région Alsace
Préfet du Bas-Rhin

- VU le titre 7 - Dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions - du livre I du Code de l'Environnement, en particulier l'article L.171-8 de la section 2 - mesures et sanctions administratives,
- VU l'arrêté préfectoral du 5 mai 1998, autorisant la société KECK-CHIMIE S.A. à exploiter, en régularisation administrative, les activités liées à la fabrication et au conditionnement de peintures, colles et vernis destinés à l'industrie de la chaussure, situé en zone industrielle d'INGWILLER,
- VU l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, complété le 10 février 2011, relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la nomenclature des installations classées,
- VU l'arrêté préfectoral du 5 mai 1998 autorisant la société KECK CHIMIE à exploiter une fabrique de colles, peintures pour l'industrie de la chaussure,
- VU l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2013, et notamment son article 4, mettant la société KECK CHIMIE en demeure de respecter certaines des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 5 mai 1998,
- CONSIDÉRANT les justificatifs de travaux de mise en conformité déposés le 24 février 2014, et les constats de l'inspection des installations classées en date du 13 novembre 2014,
- CONSIDÉRANT la demande de la société KECK CHIMIE en date du 24 novembre 2014, sollicitant un report de délai au 28 mai 2015, pour achever le déplacement des poignées de désenfumage près des portes d'accès, et en poser là où elles font défaut, pour mettre aux normes réglementaires le dispositif de désenfumage,
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du département du Bas-Rhin ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La société KECK-CHIMIE S.A. sise au 3, de la rue de Wittholz, en zone industrielle d'Ingwiller 67340, dispose d'un délai supplémentaire **jusqu'au 28 mai 2015, inclus** pour respecter l'article 16.1 de l'arrêté préfectoral du 5 mai 1998 ayant demandé que « *les dispositifs de commande* » manuelles de désenfumage « *soient reportés près des accès, devant être facilement repérables et aisément accessibles* ». Cette disposition concerne la commande existante et celles qui doivent nouvellement équiper les lanterneaux ouvrant dans les sheds de la toiture.

ARTICLE 2

La société KECK-CHIMIE S.A. dispose d'un délai **jusqu'au 31 mars 2015**, pour justifier du respect de l'article 16.1 de l'arrêté préfectoral du 5 mai 1998 ayant demandé que « *Les éléments de construction des bâtiments et locaux présentent des caractéristiques de résistance et de réaction au feu (parois coupe-feu, ...)* » « *Les salles de commande et de contrôle seront conçues de façon à ce que lors d'un accident, le personnel puisse prendre en sécurité les mesures permettant d'organiser l'intervention nécessaire et de limiter l'ampleur du sinistre* »

ARTICLE 3 :

- Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
- le Directeur de la société KECK-CHIMIE S.A.,
- le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'inspection des installations classées),
- le Sous-Préfet de SAVERNE,
- le Maire de la commune d'Ingwiller,
- le Directeur départemental de la sécurité publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET
P. le Préfet
Le Secrétaire Général



Christian RIGUET

Délais et voie de recours

Article R. 514-3-1 du Code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.